

**N° 6737<sup>3</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2014-2015

---

**PROJET DE REGLEMENT  
GRAND-DUCAL****portant modification du projet de règlement grand-ducal  
modifié du 6 mars 2013 relatif à la participation de  
l'Armée luxembourgeoise à la mission EUTM Mali**

\* \* \*

**AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS**

(12.12.2014)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 3 novembre 2014 à la Chambre des Députés par le Ministre aux Relations avec le Parlement à la demande du Ministre de la Défense. Un exposé des motifs était joint au texte du projet de règlement grand-ducal. L'objet du présent projet de règlement grand-ducal vise à prolonger la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission EUTM Mali jusqu'au 18 mai 2016 au plus tard. La mission EUTM (European Union Training Mission) au Mali a été lancée en février 2013 sur demande directe des autorités du Mali et avec l'accord du Conseil de Sécurité des Nations Unies (Résolution 2085 de 2012). L'objectif global de la mission est de rétablir pleinement l'ordre constitutionnel et démocratique du Mali en aidant les autorités maliennes à exercer pleinement leur souveraineté sur l'intégralité du territoire, et de neutraliser la criminalité organisée et la menace terroriste. Le danger de la déstabilisation du Mali n'étant pas encore écarté, l'Union européenne a décidé de prolonger la mission jusqu'au 18 mai 2016. Le Mali est un pays cible de la coopération au développement luxembourgeoise. Le Luxembourg a déployé un sous-officier. La présence simultanée de deux militaires luxembourgeois au Mali se limitera aux périodes de rotation qui seront effectuées en principe tous les cinq mois.

L'incidence financière du présent projet de règlement concerne le paiement de primes pour un sous-officier pour la période allant du 1er janvier 2015 au 18 mai 2016, et pour un deuxième sous-officier pendant les périodes de rotation. Le montant total est de 36.000 €, à imputer sur la ligne budgétaire 01.6.11.300 „Indemnités spéciales allouées aux membres de l'armée ou membres originaires au service de l'armée engagés dans des missions de crise et autres missions.“

La base légale du projet de règlement grand-ducal sous avis est constituée par la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales. La Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés a donné son avis positif le 20 octobre 2014.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 9 décembre 2014. La Haute Corporation approuve quant au fond le projet de règlement grand-ducal et fait quelques propositions de texte d'ordre rédactionnel. Par courrier du 10 décembre 2014, le Gouvernement a informé qu'il s'y rallie.

\*

La Conférence des Présidents se prononce en faveur du règlement grand-ducal et rend un avis positif au texte.

Luxembourg, le 12 décembre 2014

*Le Secrétaire général,*  
Claude FRIESEISEN

*Le Président de la Chambre des Députés,*  
Mars DI BARTOLOMEO